

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE — 241, BD ST-GERMAIN, PARIS-7 — 551 34-14

RENCONTRE A CHARTRES



Pour fêter le trentième anniversaire de notre libération et la création de l'A.D.I.R., nous nous retrouverons à Chartres, la veille de l'assemblée générale.

Pourquoi Chartres ?

Nous y sommes attirées, bien sûr, par l'incomparable cathédrale : comme tant de pèlerins à travers les âges, comme ces étudiants qui y viennent à pied sur les traces de Péguy, nous prendrons à notre tour la route de Beauce (mais, rassurez-vous, dans des autocars confortables !) et verrons surgir à l'horizon « Sur le dernier coteau, la flèche inimitable ».

Quel symbole et quel témoignage du génie de la France dans ce qu'il a créé de plus haut et de plus pur ! Ainsi, devant les statues colonnes du portail royal, nous ressentirons profondément les raisons de notre engagement volontaire au service de la patrie.

Nous retrouverons aussi à Chartres le souvenir vivant du « Premier Combat » de Jean Moulin. Au moment de l'arrivée des troupes ennemies, quelques femmes et quelques hommes s'étaient groupés autour de lui qui — préfet — représentait l'Etat, faisant face à une situation de désorganisation et de panique. C'est le début de la Résistance et déjà, pour Jean Moulin, l'affrontement avec les humiliations et les sévices. Les Allemands veulent l'obliger à signer des déclarations mensongères sur de prétendus forfaits commis par des tirailleurs africains. Pour ne pas céder, il tente de s'ouvrir la gorge... Nous nous recueillerons auprès du monument érigé à sa mémoire.

Une dernière raison nous attire encore à Chartres. C'est auprès de la tombe de l'abbé Stock, ancien aumônier de Fresnes pendant l'occupation, que nous terminerons cette journée. Ce prêtre allemand a été fidèle toute

(suite page 3)

Noël à la Cathédrale

Et Jésus est le fruit d'un ventre maternel
Fructus ventris tui, le jeune nourrisson
S'endormit dans la paille et la balle et le son,
Ses deux genoux pliés sous son ventre charnel.

Et ses beaux yeux fermés sous l'arceau des paupières
Ne considéraient plus son immense royaume,
Et les bergers venus par les chemins de pierres
Le regardaient dormir dans la paille et le chaume.

Tout en lui reposait et ses lèvres lactées
Riaient et s'entr'ouvraient comme une fleur éclosée.
Et le sang nouveau-né sur ses lèvres de rose
Courait dans le réseau des veines ajourées.

Le père nourricier était comme un grand frère.
Et ce nouveau Joseph était un frère aîné.
Mais cette autre Rachel était vraiment la mère
Et se penchait vraiment sur un fils nouveau-né.

Sous le regard de l'âne et le regard du bœuf
Cet enfant reposait dans la pure lumière.
Et dans le jour doré de la vieille chaumière
S'éclairait son regard incroyablement neuf.

Charles Péguy (extraits de *Eve*).



La plus ancienne « crèche » de la cathédrale, partie de l'ancien jubé.

4°P 4616

LE PRIX DE LA RÉSISTANCE A ANGERS...

Celles de nos camarades qui se sont occupées du Prix de la Résistance ont signalé (notamment dans la région parisienne) le petit nombre d'enfants qui ont souhaité concourir et l'ignorance manifestée par leurs textes. Pourtant, il y a trente ans, tous les habitants de l'Europe furent concernés, d'une manière ou d'une autre, par les gigantesques bouleversements qui se succédèrent de 1939 à 1945, et une seule génération sépare cette période de celle d'aujourd'hui.

Il est d'autant plus intéressant de signaler une situation inverse à Angers. Là, non seulement le nombre des participants au prix de 1974 a été considérable, mais la qualité de cette participation n'est pas moins remarquable.

La remise des prix eut lieu à la mairie d'Angers, le 16 novembre, et j'ai eu la bonne fortune de pouvoir y assister ; cela m'a permis d'admirer à la fois les résultats de cette entreprise et les détails de sa coordination et de sa conception. Il est évident qu'une réussite de ce genre exige une participation multiple — et du dévouement. Elle n'est possible que dans une ville où les associations de résistance sont actives, vivantes (et tel est bien le cas d'Angers), mais cette réussite exemplaire pourrait être imitée. Elle est clairement due à deux actions : celle des associations de résistance, conjuguée (par l'intermédiaire de l'Inspection d'Académie) avec celle des éducateurs.

Grâce à ce double concours, dans les quatre premiers mois de 1974 près de quarante conférences-débats furent organisées dans les établissements scolaires de la région. Chaque réunion articulait sur un bref exposé historique — cadre indispensable pour situer les événements dans leur exacte perspective. Il était suivi d'une projection de documents (en 1974 ce fut le film *Nuit et Brouillard*, prêté par le Centre départemental pédagogique)

et accompagné de discussions libres, au cours desquelles les enfants interrogeaient trois « témoins » venus se mettre à leur disposition. Ceux-ci ont noté les questions posées : elles révèlent le sérieux, l'intérêt, l'intelligence des jeunes auditeurs, mais aussi la qualité de leur information.

Huit « témoins » en tout (dont la déléguée de l'A.D.I.R. à Angers, notre camarade Claudine Déan), circulant par équipes de trois, ont pu ainsi informer environ 5.000 jeunes, de la troisième à la terminale.

Maintenir le souvenir d'une période dramatique, où la survie de tout ce qui nous est cher fut remise en question, ne pas oublier les grands sacrifices que cette survie a coûtés, tel était le projet du Prix de la Résistance. L'expérience d'Angers nous montre qu'on peut aller au-delà de cette ambition et que, grâce à des rencontres organisées, réfléchies, entre deux générations, il est possible de renouveler la pédagogie en donnant vie à une « réflexion » du passé ; cette réflexion (qui fut de tout temps l'aliment intellectuel de chaque génération montante) a brusquement perdu, de nos jours seulement, ses contacts avec le présent, et cette rupture, qui constitue un des grands faits de notre époque, contribue au désarroi contemporain. Les interrogations libres de témoins — dont la bonne foi et l'information sont sous le contrôle d'un groupe cohérent — passionnent les jeunes, en dépoussiérant l'histoire.

G. TILLION.

* C'est à partir d'une décision prise par l'assemblée générale des Combattants Volontaires du Maine-et-Loire, sur l'initiative de son président Jean Rousseau, que le contact a été pris avec les chefs d'établissements scolaires, par l'intermédiaire de l'inspecteur d'Académie ; l'historique a été rédigé par un des huit « témoins » délégués (Jean Billots).

...ET A PARIS

Nous n'avons pas, cette année, comme l'an dernier, distribué les prix du concours de la Résistance à l'Hôtel de Ville, mais rue d'Ulm, à l'Institut national de Recherche et de Documentation pédagogiques, grâce à la participation de l'Education nationale et de M. Guilhem.

Nous réunissons des lauréats plus nombreux que de coutume puisque, sur l'initiative des inspecteurs d'Académie, les élèves du cycle 3 avaient concouru en proposant des monographies portant sur les monuments, rues, stations de métro, etc. dont les noms étaient ceux de résistants notoires.

Ces travaux faits collectivement par toute une classe a développé l'esprit d'initiative des jeunes, ils ont su recueillir une documentation variée et n'ont pas hésité à aller interviewer les gens concernés. Le résultat a été remarquable.

Les livres que nous leur avons donnés étaient d'ailleurs à l'échelle de leur effort. Maintenant que cinéma et télévision diffusent un certain nombre de films sur la Deuxième Guerre mondiale, nous avons, au lieu de leur proposer un spectacle, préféré faire venir des conférenciers qui entre 1940 et 1945 avaient leur âge.

Jacques Bauche, l'auteur de *Jean-Marie de l'île de Sein*, leur a parlé des raisons qui l'ont fait choisir dès le 18 juin de

partir pour l'Angleterre et de faire avec les Français libres le trajet épique qui les a menés, par l'Afrique, l'Italie, la Corse et la France, jusqu'en Allemagne.

Jacques Chevalier, seul rescapé de l'affaire du lycée Buffon, leur a donné un aperçu de la vie en prison après un regard sur l'effervescence qui pouvait régner dans les classes terminales de 1942 et l'entente tacite entre professeurs et élèves.

Roger Gallois, autrement dit Cocteau, a raconté comment il avait pu rejoindre l'armée Leclerc après le débarquement et faire la liaison entre les F.F.I. et les F.F.L. en passant à travers les lignes allemandes.

Geneviève, qui avait présenté les orateurs, invite alors les jeunes gens à poser des questions, ce qu'ils font après — comme toujours — un long moment de silence.

L'heure avançant trop vite, nous n'avons pu continuer le débat qu'avaient cherché à animer nos camarades, en particulier Roger Maria, qui a insisté sur le fait que, provenant d'horizons différents et mus par des motifs qui n'étaient pas toujours semblables, les résistants avaient œuvré dans le même but et donné un sens à la camaraderie.

J. SOUCHÈRE.

L'Année internationale de la femme

Après 25 ans d'existence, la commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations unies a demandé et obtenu de l'assemblée générale que l'année 1975 soit proclamée « Année internationale de la femme ».

Cette commission étant exclusivement composée de femmes, la proclamation par l'assemblée, dont la composition est presque exclusivement masculine, peut déjà être considérée comme une victoire.

Que sera cette année ? Quel programme lui a-t-on donné ? Quel but se propose-t-elle ?

Le thème choisi est : égalité, développement et paix.

Voici donc que chacun des 134 Etats qui composent l'O.N.U. va devoir, par l'intermédiaire des organisations féminines, s'il en existe, par la presse, la radio, par des conférences, des causeries organisées dans des villages, auprès de groupes d'hommes et de femmes, attirer l'attention du grand public, des responsables d'entreprises industrielles et commerciales, des coopératives rurales, des pouvoirs administratifs, de l'inégalité flagrante dont a été la victime, de tous temps, la grande moitié de l'espèce humaine.

Chaque pays va pouvoir participer à une action concertée où le rôle de la femme, tel qu'il devrait être reconnu, doit tendre à son plein épanouissement. La déception de sa naissance n'existera plus. Elle sera protégée contre ces maternités dont elle est constamment menacée depuis l'âge de 12 ans et qui la mettaient le plus souvent dans un état de complet assujettissement aux tâches matérielles. Elle pourra bénéficier de mêmes études que ses frères, aspirer aux mêmes responsabilités civiques, envisager les mêmes professions tout en jouissant de la même rétribution, elle participera à l'élaboration et à l'application des options politiques de son pays et pourra ainsi lutter contre les menaces de conflits militaires ou sociaux. En bref, elle ne sera plus exclusivement la servante soumise à l'homme : au foyer, aux champs, à l'usine ou dans l'entreprise. Elle connaîtra aussi le repos et les loisirs.

Si certains pays, grâce à l'action des femmes, ont reconnu et commencent à appliquer ces droits aux femmes, il n'en est rien dans la plupart des régions du monde, et la société nouvelle, plus équitable, ne se construira pas avant de longues années. Il faudra toujours prévoir des moyens de recours car des abus existeront et devront être condamnés par des instances incontestées. Ce n'est point demain que les hommes vont se résigner au partage et à la transformation d'une société faite par eux et pour eux.

L'année internationale se terminera par une conférence mondiale où un programme international d'action en vue de la promotion de l'égalité entre l'homme et la femme sera proposé. Cette conférence se tiendra à Bogota, en Colombie. Chaque Etat sera invité à faire le bilan de ses activités pendant l'« Année » et à formuler des vœux pour l'application de perspectives constructives.

L'année 1976 ne sera guère différente, en apparence, des années précédentes, mais une longue marche est commencée que rien ne saurait arrêter si nous, les femmes, nous le voulons bien.

S. HUGOUNENQ.

Paule Dupont



Paule Dupont est morte. J'ai lu la nouvelle dans le journal.

Au retour de Ravensbrück, nous nous sommes revues deux fois, peut-être trois. La destinée nous a maintenant séparées à jamais. Peut-être ne l'aurais-je même pas reconnue, si je l'avais rencontrée dans la rue.

Pourtant, de tous mes souvenirs de Ravensbrück, Paule restera l'un de mes plus lumineux. Elle rayonnait de jeunesse, de fraîcheur, de joie de vivre et de tendresse à donner.

Deux incidents de notre vie concentrationnaire me rattachent, me rattacheront toujours à elle.

Le premier se situe, alors que, condamnée depuis peu au straffblock, je parcourais le camp, pelle et pioche sur l'épaule, avec le misérable kommando des corvées punitives. Je vis soudain surgir sur la Lagerstrasse une camarade qui, malgré l'interdiction formelle de parler aux « pestiférés » du straffblock, ou même de les approcher, me cria de toutes ses forces : « Fabius ! Courage ! Attrape ! » et je reçus de plein fouet une ration de pain. J'eus à peine le temps de reconnaître Paule, qui essayait de résister aux coups assénés par nos gardiennes ivres de fureur.

Le deuxième souvenir se situe un peu plus tard. Je me trouvais au Revier,

avec une jambe « inutilisable », totalement infectée par l'avitaminose et les ulcères, lorsque je vis apparaître dans l'encadrement de la fenêtre la figure gaie et franche de Paule qu'aucune défense ne rebutait. Elle me chuchota : « As-tu besoin de quelque chose ? »

Le temps était radieux et, depuis notre arrivée, j'étais très émue, dans cette contrée aride du Mecklembourg, par les levers et les couchers de soleil dont la luminosité et la somptuosité apportaient un reflet d'espérance sur cette enclave de désespoir.

Je ne sais quelle pensée me traversa alors l'esprit. Délire ou humour ? Je

répondis : « J'aimerais relire l'Hymne au soleil de Chatecler ». Cette demande un peu inattendue fit éclater de rire Paule qui disparut aussitôt. Et, le lendemain matin, dix minutes avant l'heure de l'appel, je la vis réapparaître dans l'encadrement de la fenêtre, un doigt sur les lèvres, me tendant un papier...

Je regardai et vis transcrit dans son intégralité l'Hymne au soleil. Devant mon air ahuri, elle murmura : « Je le savais par cœur, je te l'ai écrit cette nuit à la bougie ».

Je ne revis pas Paule à Ravensbrück.

Odette FABIUS.

Qui était-elle ?

Paule a toujours eu le goût de l'aventure. Enfant, lorsque sa mère lui demanda ce qu'elle voudrait faire plus tard, elle répondit : « Je veux être espionne ou exploratrice ».

Peu après son retour de Mauthausen, elle se maria et part faire un séjour au Pérou. Veuve en 1949, étant en possession d'un diplôme d'infirmière hospitalière, elle s'engagea comme IPSA (infirmière pilote secouriste de l'Air) pour convoyer et soigner les blessés d'Indochine. Elle est dans le dernier avion qui arrache 17 blessés à Dien-Bien-Phu.

Pendant cinq ans, elle accomplira de nombreuses missions, totalisant 4.210 heures de vol, tant en Indochine qu'au Sahara, à Madagascar, à Djibouti, en A.E.F. et en A.O.F.

Elle aime son métier, travaille avec fougue et générosité, partageant avec les équipages, qui l'ont tout de suite adoptée, les risques, les dangers et aussi les moments de joyeuse détente. Mais son esprit frondeur lui vaudra les foudres de ses supérieurs hiérarchiques, et, en 1955, elle est rendue à la vie civile avec, outre des amibes, le virus de l'Orient.

Que va-t-elle faire ?

Elle rencontre une amie photographe. Le sort en est jeté : elle fera du reportage photographique. Toutes deux décident de voyager, seules, pendant un an, en Extrême-Orient. Paule loue son appartement, vend quelques objets, achète une camera, apprend à s'en servir.

Il faut son entregent et sa ténacité pour surmonter les difficultés de l'organisation et de la réalisation d'un tel voyage. Elle sera aidée par les amis et relations qu'elle a laissés là-bas.

La voici qui évolue, camera en bandoulière, tout de suite à l'aise chez les vénérables bonzes du Laos comme au cœur du pays Meo où l'on récolte l'opium. Elle participe à la fête du Tet à Saïgon, au couronnement du roi Norodom Sihanouk à Pnom-Penh, à la crémation d'un rajah en Indonésie. Elle sait voir et tourne, tourne, pour faire voir. Son insatiable curiosité la pousse à goûter à tout pour participer à la vie indigène.

Après un séjour à Hong-Kong, puis au Japon, et un dernier arrêt à Bénarès — où elle fait la connaissance de deux jeunes enfants intouchables dont elle parle avec beaucoup de tendresse — c'est le retour à Paris.

Dix-huit cents mètres de pellicule à exploiter ! Elle fera tout par elle-même. Cela donnera « Troublante Asie », film

présenté à la salle Pleyel. C'est un succès. « Connaissance du monde » lui donne son patronage. Devenue conférencière, elle parcourra toute la France pendant deux ans. Son but est de récupérer le capital investi pour pouvoir « repartir », comme elle l'écrit à la fin de son livre *Lotus, Opium et Kimonos*, paru chez Robert Laffont.

Son deuxième film sera « Un An en Bolivie ». Elle part seule, avec une camionnette fournie par Renault et une camera également offerte, car elle a fait maintenant ses preuves. Irrésistiblement attirée par l'Orient, elle passera, toujours seule, un an à Formose, s'habillant et mangeant à la chinoise. Ce sera le sujet de son troisième film : « Formose, l'autre Chine ».

On la retrouve aux îles Lofoten, pratiquant la pêche en haute mer, où elle accompagne un camarade explorateur avec qui elle tournera « Douce Norvège ». Mais son goût du risque, qui la pousse toujours à faire plus, cette vie d'aventures qu'elle a aimée, elle la paiera très cher : le prix d'une santé précocement délabrée et d'une vie écourtée.

C'est pourquoi nous nous sommes retrouvées dans la chapelle de l'hôpital Bégin autour de sa dépouille mortelle, ce matin du 2 octobre. Après des membres de sa famille, des fidèles qui l'avaient suivie jusqu'au bout : camarades de déportation, compagnes IPSA, « copains » d'Indochine, amis du Club des explorateurs dont elle était membre, étaient venus témoigner par leur présence qu'ils n'oublieraient pas la chic fille qu'elle avait été.

Paulette CHARPENTIER.

VIE DES SECTIONS

SECTION D'ALSACE

La déléguée de la section d'Alsace remercie cordialement les adhérentes qui se sont dérangées pour venir à Mulhouse participer au déjeuner amical et passer quelques heures parmi les Strasbourgeoises. Elle remercie toutes celles qui lui ont fait connaître leur empêchement et regrette le silence réservé à plusieurs invitations.

Malgré les lettres et les coups de téléphone, sur les 52 adhérentes de la section, nous n'étions que 6, parties de Strasbourg, et 10 camarades nous attendaient à Mulhouse.

C. STROHL.

RENCONTRE A CHARTRES

(suite de la page 1)

sa vie à son idéal de fraternité et de paix, et, en particulier, auprès des captifs, des condamnés à mort et de leurs familles. Ses restes reposent à Rechèvres dans la chapelle Notre-Dame de la Paix construite près de l'emplacement du « Séminaire des Barbelés » avec la participation des anciens prisonniers de guerre allemands dont il avait voulu partager la captivité.

Notre admirable ami Edmond Michellet avait, dès le début, « mesuré l'étendue de la mission de l'abbé Stock » et, mieux qu'aucun autre, aurait compris la profonde signification de notre visite à Rechèvres.

Geneviève ANTHONIOZ.

Le Temps des passions

par Francis Louis Closon

Francis Louis Closon est Compagnon de la Libération. Ses souvenirs de guerre, réunis en un petit volume émouvant et très vivant, présentent un intérêt exceptionnel : chargé par le gouvernement de la France libre à Londres, en 1943, d'une mission politique en France occupée, il a connu personnellement, au cours d'actions difficiles et dangereuses, les plus grandes figures de la Résistance, tant à Londres qu'en France occupée. Son témoignage constitue donc une contribution capitale à l'histoire de cette période dramatique et encore quasi secrète de notre pays, trouée à jamais par la disparition d'une grande partie des protagonistes, morts avec leurs secrets. De plus, l'ouvrage de Closon nous touche profondément en reflétant avec une grande justesse de ton toute cette gamme de sentiments violents ou douloureux que nous avons éprouvés si intensément à cette époque. Il est empreint de beaucoup d'humanité et révèle, dans sa simplicité, sa mesure, sa retenue, une grande élévation de pensée.

Au début de la guerre, en 1939, Francis Louis Closon se trouve aux Etats-Unis. Fonctionnaire relevant du ministère des Finances, il fait partie de la mission d'achat de fournitures de guerre du gouvernement français. C'est là que la débâcle de 1940 l'atteint. Atterré, il se sent d'abord isolé parmi les Français de New York qui optent en foule pour Pétain. Il repère bientôt quelques gaulistes audacieux et réussit non sans peine à rejoindre l'Angleterre, où le général de Gaulle l'affecte dans les services financiers de la France libre. Vichy le révoque. Il sera bientôt privé de la nationalité française, « comme si on pouvait m'enlever ce que j'avais dans la peau », écrit-il. « Dès qu'Hitler commença à poindre, explique-t-il plus loin, je me suis trouvé par nature antinazi. L'Etat totalitaire à nos frontières prit pour moi une consistance réelle, physique ; je pressentais l'énorme machine absorbant l'homme ou l'annihilant. L'antisémitisme imbécile, bientôt monstrueusement criminel, annonçait la grande vague de fond, ses premières écumes passaient déjà au-dessus de nos frontières. »

La mission que Francis Louis Closon reçut du commissaire à l'Intérieur du gouvernement de Londres, alors André Philip, consistait à prendre contact avec les divers groupes politiques clandestins de France occupée : C.G.T., O.C.M., Combat, Libération, Comité général des Etudes, etc. pour envisager avec eux, au nom de la France combattante, la réorganisation politique, économique et sociale qui suivrait le débarquement. Il était placé sous les ordres directs de Jean Moulin, qui, membre du Comité national français de Londres, était le délégué général du général de Gaulle pour la France occupée.

Déposé en France par avion clandestin en 1943, Francis Louis Closon participe à ces réunions orageuses où la France de Londres et la France de la Résistance intérieure se découvrent, séparées par un fossé d'ignorance réciproque. Closon est décontenancé par la violence des discussions et la méfiance des mouvements de Résistance à l'égard de Londres. Il est le témoin des difficultés considérables

que rencontre Jean Moulin dans sa mission d'unificateur des mouvements de Résistance, « pour grouper les tendances opposées, apaiser les querelles, faire du disparate un tout cohérent ». Les résistants préparent non seulement la libération du territoire, mais des lendemains politiques qu'ils veulent révolutionnaires. Ils n'entendent pas se laisser « coiffer » par de Gaulle et ses fonctionnaires. Que ce soit en zone Sud ou en zone Nord, chaque mouvement clandestin, qui connaît mal les autres, se croit le plus important et le mieux placé pour prendre le commandement général. La Résistance intérieure se pense plus représentative du peuple français que les « fonctionnaires » de la France libre pour prendre les leviers de commande à la Libération. Elle enrage de ne pas recevoir assez d'armes et de subsides des Alliés et est à plusieurs reprises tentée de déclencher une insurrection armée avant le jour J.

Jean Moulin apporte de Londres une vue plus globale du conflit mondial et de l'après-guerre international. Il décrit les difficultés du général de Gaulle pour conserver à la France une place décente parmi les Alliés. D'autre part, en préfet habitué à réunir les différentes familles politiques d'un département pour promouvoir une action commune, il cherche à réunir les diverses tendances plutôt que de favoriser un groupe particulier. Un de ses interlocuteurs les plus violents est Henri Frenay, chef du mouvement « Combat » qui, trente ans après, vient encore de se laisser aller à sa vieille colère dans les Mémoires qu'il a publiées sous le titre *La Nuit finira*. Encore amer de n'avoir pas obtenu du délégué du général de Gaulle en France occupée le rôle de coordonnateur, qui, dans son esprit, revenait à son mouvement, Henri Frenay écrit qu'il vient soudain de comprendre : *Jean Moulin était en fait l'homme du parti communiste. Jean Moulin crypto-communiste, c'est une réponse à toutes mes questions et alors brusquement tout s'éclaire.*

... A la lumière de tout ce qui précède, on mesure mieux l'erreur de De Gaulle interposant entre la France et lui un écran ; par surcroît il le place entre les mains d'un homme partisan, en qui il n'a vu, lui, que le serviteur de l'Etat. *

Closon constate avec stupeur que « Frenay accuse Moulin de trahison envers de Gaulle et de Gaulle de s'être laissé bernier par Moulin ». Il s'étonne et s'indigne : « Peut-on honorablement écrire que Moulin menait un double jeu, affirmant d'un côté son dévouement sans réserve au chef des Français libres qu'il a délibérément choisi comme chef politique et servant d'autre part le parti communiste dans sa dure réalité contre de Gaulle, chef politique désigné de la France pour le jour de la Libération ? »

« Les communistes et nous menions le même combat, nous avions le même et premier objectif : chasser et battre l'Allemand. Nous savions aussi, eux et nous, que si la lutte était commune jusqu'à la Libération, le lendemain nous serions des adversaires ».

En une dizaine de pages mesurées et documentées, Francis Louis Closon donne,

au nom des deux accusés qui ne sont plus là pour se défendre, d'autres éléments de réponse qui paraissent fondés et sérieux.

La fidélité de Francis Louis Closon au souvenir de ses compagnons qui ont trouvé dans cette lutte dramatique une mort affreuse et solitaire se lit à travers tout son récit et s'exprime à la fin de son livre par ces quatre vers de Baudelaire qu'il transcrit :

*Car c'est vraiment, Seigneur, le meilleur
[témoignage]
Que nous puissions donner de notre
[dignité]
Que cet ardent sanglot qui roule d'âge
[en âge]
Et vient mourir au bord de votre
[éternité].*

Anise POSTEL-VINAY.

Le Faux Silence

par Lily de Gerlach de Gomery

Trente ans après, l'heure est venue de « se séparer de nos souvenirs pour qu'ils ne disparaissent pas avec nous ».

Pour Lily van Oost, notre jeune amie belge de Ravensbrück, c'est une mission qu'elle se doit d'accomplir. Elle nous livre cette suite de récits, écrits sur le vif, qu'elle avait gardés secrets au fond d'une malle comme au fond de son cœur.

Souvenirs de son arrestation, de sa captivité et aussi de cet « après » si difficile à vivre et à faire comprendre. Certaines éprouvèrent le besoin de conserver le coude à coude qui nous avait permis à toutes de survivre ; d'autres, au contraire, durent prendre leurs distances et retrouver en elles seules la force vitale. Lily était de celles-là.

Arrêtée à 20 ans, elle passe brutalement d'une vie « protégée », comme elle dit, à l'enfer concentrationnaire. Elle luttera corps et âme pour en revenir, car ce combat, elle le vit comme celui des forces du Bien contre les forces du Mal.

Dieu sait si je me suis demandé : « La reverrai-je ? » lorsque nous étions devant la porte du camp, attendant les camions qui devaient nous emmener en Suède !

Très ébranlée dans sa santé, d'une profonde sensibilité, elle comprit qu'il lui fallait chasser ses souvenirs douloureux, rompre avec ce qui pourrait rappeler ce passé récent afin de pouvoir revivre, de même qu'elle avait effacé son passé heureux afin de pouvoir « survivre » pendant sa déportation. Elle le devait à son mari, à ses enfants et aussi aux autres.

Maintenant qu'elle est bien réamarrée dans la vie, heureuse grand-mère, bourgmestre de sa ville, elle peut ouvrir sa malle, écrire avec sérénité pour communiquer ses expériences. Ce qui nous vaut ce témoignage infiniment touchant, modeste pierre à ajouter aux nombreuses autres pour faire connaître la vérité sur cette période devenue historique.

Celles d'entre nous qui l'avions connue et aimée à Ravensbrück — mais la connaître c'était l'aimer — avons respecté son silence à son retour, sachant bien que ce ne pouvait être qu'un « faux silence ». Il n'en a que plus de valeur.

P. C.



* Presses de la Cité.

* Pages 563 à 565 de *La Nuit finira*.

Premier Combat

Journal de Jean Moulin, 14 au 18 Juin 1940 *

C'est bien, en effet, du premier combat de Jean Moulin qu'il s'agit ou plutôt de son premier acte de résistance. Dans les extraits que nous donnons ici de son journal, on le voit faire face à toutes les difficultés de la débâcle et de l'exode et remplir sans défaillance les innombrables tâches d'un préfet digne de ce nom. Dans le bulletin suivant, on lira le récit des sévices et des avanies que lui fit subir l'envahisseur.

14 juin.

Coup de téléphone du Colonel du Tillet, commandant la subdivision, qui m'apprend que les Allemands ont atteint la Blaise et que le grand Etat-Major a décidé un vaste mouvement de repli jusqu'à la Loire. Il s'étonne que je sois encore là et que je n'aie point fait évacuer ce qui reste des services civils administratifs.

Je lui fais connaître que mes intentions sont de conserver le plus longtemps possible les organismes civils qui sont encore auprès de moi.

4 h. 30.

J'ai réuni les chefs de service dans la salle du Conseil général. Tout en me gardant de dévoiler les intentions du G.Q.G., je ne leur cache pas que la situation s'aggrave. Je compte, jusqu'à nouvel ordre, les conserver à ma disposition quel que soit le risque à courir. Je trouve dans leurs réactions un excellent état d'esprit.

5 heures.

Ordre du gouvernement d'avoir à replier d'urgence tous les « affectés spéciaux ». Ce seront les dernières instructions que je recevrai du pouvoir central.

C'est une décision grave, qui va vider de leur substance les organismes administratifs, économiques et sociaux. Tous les postes essentiels, ou presque, sont occupés par des affectés spéciaux, l'affectation spéciale s'appliquant à des hommes en âge d'être mobilisés mais dont le maintien à leur poste est jugé indispensable. Mon secrétaire général, mes deux sous-préfets et moi sommes affectés spéciaux.

Je sais, au surplus, que cet ordre aura pour effet secondaire de précipiter dans la fuite les derniers civils.

Mais le gouvernement a certainement ses raisons et notamment le désir de soustraire à l'emprise ennemie le plus grand nombre possible d'hommes qualifiés susceptibles de poursuivre leur tâche derrière la ligne de résistance. D'ailleurs, pour les modalités d'application, impossible de consulter le ministère. J'ignore désormais où il se trouve et, depuis cette nuit, je ne peux plus avoir de communication téléphonique au-delà de Château-dun...



J'essaie d'atténuer la rigueur du texte qui ne comporte pas d'exception, en demandant aux maires que je peux joindre de maintenir auprès d'eux les hommes qu'ils jugeront indispensables au fonctionnement des services vitaux de la commune et des services de guerre. Malgré ces instructions — contrairement, il est vrai, à la lettre de la décision gouvernementale telle qu'elle m'a été notifiée — tous ou presque tous les affectés spéciaux autres que ceux qui dépendaient directement de mon autorité (personnel de la Préfecture, chefs des services administratifs, commissaires de police) partirent en quelques heures, à l'aube de cette journée du 14 juin.

Ainsi fut mise à son comble la panique déjà considérable créée dans le département par les bombardements et le passage de centaines de milliers de réfugiés.

Et, dès ce matin, le bombardement de Chartres a repris, plus intense et plus meurtrier que la veille...

Les quartiers du terrain d'aviation, de la Poste, de l'Hôpital et de la Gare, toutes voies conduisant vers le sud et l'ouest, et notamment la rue du Grand-Faubourg, sont gravement atteints...

Nous n'avons plus maintenant ni gaz, ni électricité, ni téléphone, ni radio. J'assiste aux opérations de secours. Les équipes, hélas ! se réduisent de plus en plus. Mais les braves qui restent semblent d'autant plus dévoués et courageux qu'ils sont moins nombreux.

Où sont les cadres de la Défense passive ? Le directeur municipal de D.P. a fui cette nuit avec plusieurs de ses collaborateurs.

Où sont les pompiers et leur matériel ? Le maire les a laissés partir ce matin, avec les pompes, sous la conduite du capitaine et du secrétaire général de la mairie, juchés sur la grande pompe.

Parti aussi le directeur du service des eaux de la ville. Dans sa folle panique, avant de fuir, il a congédié les mécaniciens de l'usine hydraulique et bloqué les vannes, si bien que, dans quelques heures, la ville va être privée d'eau...

11 heures.

Avec un jeune lieutenant d'artillerie qui est resté pour diriger le parc à essence, je m'occupe de la répartition de l'essence aux réfugiés qui affluent toujours. J'obtiens de lui que les attributions de carburant se fassent désormais gratuitement et que des dépôts supplémentaires soient créés sur le trajet Chartres-Château-dun et Chartres-Nogent-le-Rotrou. Il faut déblayer le plus possible pour faciliter la manœuvre de nos troupes.

15 h. 30.

Paris est pris ! La nouvelle nous est apportée par les réfugiés. Pour notre secteur, je n'ai aucune précision sur l'avance allemande depuis la communication du colonel commandant la subdivision. Le téléphone est coupé depuis plusieurs jours avec Dreux et le service d'estafettes de gendarmerie que j'avais organisé pour y suppléer a été interrompu hier soir sur ordre du commandant, en raison de la violence des bombardements.

Je sais, par les messages qui m'ont été apportés hier, qu'il ne reste plus de civils à Dreux et que les dernières collectivités qui devaient être évacuées l'ont été en temps utile. Pour cette région du département, la première touchée, j'ai pu fournir les véhicules et le personnel nécessaires.

Mais je suis inquiet pour le maire et le sous-préfet qui ont pour mission de rester jusqu'au dernier moment. Ils ont besoin d'instructions et je voudrais aussi leur apporter un réconfort moral...

Je décide d'aller à Dreux... Nous sommes bombardés et mitraillés tout le long du chemin par des vagues d'avions venant du nord et volant entre 200 et 50 mètres... Après plusieurs stations sous les arbres le long de la route, nous arrivons enfin à Dreux. Je trouve le maire, M. Viollette, et le sous-préfet, M. Ressler, à la mairie.

Le dépôt du régiment colonial vient, m'annoncent-ils, de quitter la ville, mais le colonel doit être encore là. Nous allons le saluer. Nous le trouvons au quartier en train de faire ses derniers préparatifs de départ.

Je lui demande des nouvelles. Dans notre région, la manœuvre de repli semble s'effectuer dans les conditions prévues, et il ne pense pas que les Allemands aient déjà franchi les limites du département. Il me dit ses regrets de n'avoir pu obtenir l'autorisation de défendre Dreux. J'assiste à son départ...

Après m'être assuré que toutes les mesures que j'avais ordonnées ont été prises et avoir donné au sous-préfet, qui est affecté spécial, les instructions nécessaires à son départ, je quitte Dreux.

Une heure après, les motocyclistes ennemis y faisaient leur apparition.

Le retour à Chartres nous ménage une vision saisissante. Un gigantesque panache de fumée s'élève à des milliers de mètres dans le ciel et semble tisser un immense voile de deuil sur la cathédrale.

C'est le dépôt d'essence de la base aérienne qui a explosé et qui se consume lentement.

Il est dix-neuf heures environ. Dans la cour de la Préfecture, j'ai la désagréable surprise de voir tout mon personnel entassé dans des camions et prêt au départ. J'avais donné des ordres

* Publié avec l'aimable autorisation des Editions de Minuit. Extraits du livre de Jean Moulin « Premier Combat », qui est en vente dans les librairies au prix de 9 F.

formels pour que chacun restât à son poste.

Furieux, je somme mes gens de descendre et j'enjoins à chacun de reprendre son poste, jusqu'à nouvel ordre...

Le vent de panique qui les avait jusqu'ici épargnés a maintenant soufflé sur eux. Les nerfs sont à bout. Chacun n'a qu'un but : fuir.

Je les exhorte, je les adjure. Ils obéissent et retrouvent un certain automatisme professionnel, mais je sens bien qu'à quelques exceptions près, dont mon chef de cabinet et mon huissier personnel, je ne peux plus compter sur eux.

Mes antichambres sont comblées. Les chefs de service qui ne sont pas déjà partis sur ordre de leur administration restent ici en permanence, prêts à prendre la route. La Préfecture semble être l'ultime refuge...

21 heures.

L'heure avance et je n'ai pas d'autre nouvelle que celle de l'apparition d'une patrouille allemande à Dreux...

Rien, non plus, sur la situation générale, car nous sommes désormais sans communication avec l'extérieur...

Jean Moulin décide alors d'aller voir le commandant Bourgeois dans son P.C. de Courville, à quelques kilomètres de Chartres. Celui-ci l'informe que, chargé de retarder l'avance ennemie, il n'a pas les effectifs nécessaires et que les Allemands peuvent être à Chartres dès le lendemain. Jean Moulin rentre à la préfecture pour y apprendre que les gendarmes sont partis, ainsi que l'Intendance, dont dépendait le ravitaillement de la population civile. Il fait évacuer le personnel de la Préfecture et jusqu'à son chef de cabinet.

15 juin, 8 heures.

Je fais ce matin le bilan de la situation. Il est désastreux. Plus aucune organisation économique ni administrative. Tout un édifice social à reconstruire dans des conditions matérielles effroyables, sous les bombardements, alors qu'un quartier de la ville est en flammes, sans eau, sans gaz, sans électricité, sans téléphone...

Mais il le faut pour tous ceux dont le sort est entre nos mains ; il le faut, pour opposer aux Allemands, lors de leur arrivée, une armature sociale et morale digne de notre pays.

Je n'ai pas de peine à faire admettre ces sentiments à la poignée de Chartreais, des vieux, pour la plupart, qui m'ont offert leurs services. (Il ne reste plus que sept cents à huit cents habitants sur vingt-trois mille que comptait la ville).

Quel réconfort, après le spectacle des défaillances de ces jours derniers, de voir ces hommes et ces femmes, venus de tous les horizons politiques et sociaux, communier avec ardeur dans la même foi et prêts à réaliser une entreprise de solidarité humaine à peu près sans exemple.

Je répartis les tâches, je dicte les consignes : tel qui, hier, était rédacteur de journal, est chargé de me seconder dans la répartition des vivres ; un de ses confrères, du journal concurrent, se consacrera à la police et dirigera la petite équipe de volontaires que nous avons constituée. Un professeur d'école religieuse a mission de faire enterrer les morts, nombreux, hélas ! qui sont entassés dans la morgue de l'hôpital et à l'hospice Saint-Brice (quarante-neuf ont été ainsi ensevelis dans la cour de l'hôpi-

tal, treize à Saint-Brice et trente-quatre au cimetière) ; tel dirigera les corvées d'eau destinées à assurer, depuis la basse ville, l'alimentation des centres de secours, des établissements publics, des boulangeries ; tel autre organisera la récupération du bétail abandonné et constituera des parcs de rassemblement ; tels autres, enfin, s'occuperont de la voirie, de la salubrité, de la lutte contre l'incendie, de l'hébergement des réfugiés, des soins à donner aux blessés et aux malades.

A l'hôpital civil, la sœur supérieure étant partie, c'est sœur Henriette qui la remplacera. Elle sera admirable de dévouement simple et de générosité. Elle aura, à ses côtés, l'économe, M. Fleury, demeuré à son poste.

Je sais que je peux compter sur le docteur Foubert, dentiste militaire, qui, bien que marié et père de famille, a demandé à rester comme volontaire au moment du départ du service de santé. Il gardera, dans les pires instants, une attitude calme et courageuse...

Le problème le plus angoissant est celui du ravitaillement. L'unique conseiller municipal qui soit resté à Chartres, M. Besnard, me confirme que les deux derniers boulangers de la ville sont partis hier soir. Il ne reste plus, d'ailleurs, un seul commerçant à Chartres... Tout être humain possédant un véhicule à quatre ou à deux roues a fui depuis longtemps. L'immense exode des piétons a suivi...

Mais, si Chartres est à peu près vidée de ses habitants, le flot monstrueux de la région parisienne se déverse toujours aussi dense sur la ville.

Combien sont-ils ces Parisiens, ces banlieusards qui ont déferlé sur l'Eure-et-Loir ? Un million ? Un million cinq cent mille ?...

J'ai heureusement pris des précautions. Ces jours derniers, en dépit de la carence de l'Intendance qui, avant son départ, n'a pu me fournir ni vivres ni pain, j'ai fait réquisitionner dans le commerce et stocker dans les garages de la Préfecture trois tonnes environ de conserves. J'ai, d'autre part, reçu de Blois, grâce à l'obligeance de mon collègue du Loir-et-Cher, deux autocars chargés de pain. J'en avais demandé huit qui, au retour, auraient assuré le transport des blessés et des malades. Deux seulement ont pu me parvenir. Cela représente environ 800 kilos de pain. C'est peu.

J'aurai l'agréable surprise, à midi, de recevoir la visite d'un vieil ouvrier boulanger de la rue Muret, le seul qui soit demeuré à Chartres. Sa patronne est partie et il vient déposer sur mon bureau, soigneusement pliée dans son mouchoir, la recette de la matinée. Il se met à ma disposition pour continuer sa besogne, à condition qu'on l'autorise à puiser dans le stock de farine de sa patronne. Non seulement j'acquiesce, mais je lui procure deux volontaires pour l'aider à pétrir, car il me faut du pain, beaucoup de pain...

15 heures.

Tournée en auto pour mon information. Je descends vers le bas de la ville par les petites rues du quartier de la Cathédrale. Portes et volets clos. Je n'ose pas écrire que tout est calme, tant ce mot est choquant dans cette atmosphère de désolation.

En approchant des boulevards, la vie reparait. Triste vie ! C'est toujours le long cortège des réfugiés qui se déroule. Mais le flot est moins dense et surtout beaucoup plus lent. Il y a deux jours encore, c'était le moteur qui entraînait

cette masse humaine. Aujourd'hui, il semble que ce soient les grands chars des paysans qui donnent le rythme, ces chars dont beaucoup traînent après eux de lourdes autos désormais silencieuses. Les cyclistes et les piétons dominent, fourbus sous leur charge. Dans la masse, de nombreux soldats qu'aucune autorité militaire ne regroupe...

A la Préfecture, beaucoup de monde. On m'attend pour recevoir les vivres et le pain destinés aux collectivités et aux centres d'accueil. Après avoir fait une distribution, je reviens place des Epars retrouver les malheureux que j'y ai laissés...

Dès mon arrivée, on m'entoure. Je m'efforce de calmer les angoisses de ces malheureux, tout en ne leur laissant pas ignorer qu'il ne peut être question de les faire transporter plus loin. Le dernier train est parti hier soir et je ne dispose plus d'un seul autocar ou d'un seul camion. J'essaie de leur faire comprendre qu'il faut se résigner à rester. Certes, il y aura des difficultés de ravitaillement, mais je m'efforcerai d'y remédier. Il ne faut pas, en tout cas, se lancer à nouveau sur la route, à pied, avec des vieillards, des enfants, des bagages. Nous avons des centres d'accueil, nous en créerons d'autres, au besoin, les locaux vides ne manquent pas, hélas ! Mais les bombardements ? les Allemands ? Nous avons d'excellents abris et les Allemands ne s'attaquent généralement aux réfugiés que du haut de leurs avions, pour les faire fuir. Il ne faut pas favoriser leurs desseins. Trop de réfugiés ont encombré les routes, gêné nos soldats, fait perdre des batailles. Il faut se résigner à rester. Je répète mon discours de groupe en groupe, un discours que j'ai déjà tenu bien des fois... Mais j'ai vite l'impression que je joue les prédicateurs dans le désert.

J'assiste à des scènes pénibles... Des enfants perdus, des femmes à la recherche de leur mari. Un fils, une fille qui devaient rejoindre une mère et qu'on attend vainement...

Je m'emploie de mon mieux à soulager toutes ces misères. J'ai la chance de trouver des concours parmi les réfugiés, parmi ceux, du moins, qui ont compris l'inanité de la fuite.

Il faut régler la question des hôtels. Au « Grand Monarque », parmi les « clients », se trouve un ancien consul de France qui accepte, sur ma demande, de prendre la direction de ce centre d'accueil improvisé et qui, au cours de ces journées tragiques, sera pour moi un collaborateur infiniment précieux...

16 h. 30.

N'ayant plus aucun moyen d'information, j'interroge réfugiés et soldats pour savoir où en est l'avance allemande. Contrairement à ce que pensait le commandant Bourgeois, l'ennemi a poussé furieusement vers l'ouest, remettant à plus tard l'occupation des points situés au sud de leur trajectoire directe. C'est ainsi que les troupes qui ont occupé Dreux ont dû poursuivre leur route sur Versailles et Laigle...

Il semble que l'attaque de Chartres soit réservée aux colonnes venant de la région parisienne et avançant sur Rambouillet et Maintenon, ce qui nous laisserait un certain répit.

17 heures.

Je retourne chez moi pour constater que mon portail d'entrée a été enfoncé et que ma Citroën a disparu de la cour où je l'avais laissée une heure avant.

Deux vieillards de l'Hospice, venus chercher du pain et des vivres à la Préfecture pour leur établissement, me racontent comment ils ont assisté, impuissants, à l'effraction des grilles et au vol de ma voiture : « Ce sont, me disent-ils, des militaires français qui ont fait le coup. Ils se sont enfuis il y a un quart d'heure à peine ».

Je ne sais ce qui l'emporte chez moi, du dépit d'être privé de ma voiture en un moment aussi critique ou de la tristesse de voir dans quel état sont tombés certains éléments de l'armée française !

17 h. 30.

En rentrant à la Préfecture, on me rend compte des recherches que j'ai fait faire pour trouver deux autres boulangeries. Parmi les Chartrains qui n'ont pas fui, il n'y en a aucun, en dehors du vieil ouvrier de la rue Muret, qui continue d'ailleurs vaillamment sa tâche. Parmi les réfugiés, toutefois, deux personnes se sont offertes : un Parisien, qui dit avoir tenu autrefois une boulangerie, et une paysanne qui a fait, dans le temps, son pain à la ferme.

Je décide aussitôt d'ouvrir deux boulangeries : rue du Soleil-d'Or et rue du Pont-Saint-Hilaire. Pour donner à cette opération les apparences de la légalité, j'assiste, avec M. Besnard, à l'effraction des portes des deux boutiques. Nous avons la chance d'y trouver une quantité appréciable de farine, ainsi que du sel. J'ai, d'autre part, à la Préfecture, un stock de levure, une des rares choses que j'aie pu obtenir de l'Intendance ! Les équipes chargées de la corvée d'eau assureront le ravitaillement des pétrins (nous avons, d'ailleurs, découvert une source dans une des cryptes de la cathédrale, toute proche) et, dans les centres d'accueil voisins, nous trouvons plusieurs volontaires qui se relayeront pour pétrir à la main. Dès ce soir nous aurons une fournée dans chaque établissement.

19 heures.

Je viens d'apprendre qu'un ancien maire de Chartres, M. Vidon, est resté dans la ville. Je vais aussitôt à son domicile. Je sais que c'est un homme énergique, capable de rendre de grands services.

Je lui explique ce que j'attends de lui, aux côtés de M. Besnard, pour toutes les questions intéressant la ville et notamment les travaux communaux. Il faut, avant tout, essayer de remettre en route le service des eaux, et je sais qu'il est le seul, de par ses connaissances, à pouvoir tenter la chose.

Il faut lutter contre l'incendie qui s'étend, veiller à la sécurité et aussi à la salubrité de la ville. A cet égard, il est des besoins particulièrement urgents. Il faut nettoyer les boucheries et les charcuteries dont les propriétaires sont partis en laissant leurs frigidaires pleins de viande. Or, le courant électrique ne fonctionne plus et, la chaleur aidant, ces charniers intérieurs menacent de constituer des foyers d'infection dans toute la ville. Il faut abattre et enfouir les centaines de chiens et de chats qui, abandonnés par leurs maîtres, errent dans la ville et commencent à devenir dangereux...

Nous nous connaissons assez peu, Vidon et moi ; nous étions éloignés politiquement. Mais nous ne faisons aujourd'hui aucun effort pour nous comprendre. D'emblée, et sans réserve, il m'assure de sa collaboration absolue.

Celle-ci sera d'une rare qualité au cours des journées qui vont suivre.

20 h. 30.

Visite aux centres d'accueil des réfugiés. Presque tous les locaux sont comblés. Mais ceux qui manifestement ont le plus de succès sont ceux qui possèdent des caves ou des abris à proximité.

Les gens ont pu être ravitaillés tant bien que mal. J'ai fait distribuer du lait, des conserves, un peu de pain. Des femmes de bonne volonté assistent les sœurs de Saint-Paul et font la navette entre la Préfecture, la salle Sainte-Foy et les centres pour répartir les vivres. Elles se dépensent, aussi, anonymes et discrètes, auprès des enfants et des vieillards, auprès des malades et des blessés qu'on ne peut plus admettre à l'hôpital, tant il est plein. L'abbé Péchetaux, demeuré à Chartres, se dévoue, de son côté, inlassablement.



Jean Moulin en uniforme de préfet.

A la cathédrale, un spectacle pénible m'attendait : au fond de la plus profonde crypte, éclairée par quelques veilleuses, git, sur des matelas et des civières, toute une humanité meurtrie. Sur tous les visages, durement sculptés par la pénombre, se lisent l'insomnie, la fièvre, la peur. Les vieux qui n'ont pu suivre, les malades et les blessés qui n'ont pas trouvé de place à l'hôpital, tous ceux qui étaient incapables de descendre à tout instant dans les abris ont été transportés là, sans air, sans lumière, sans les commodités les plus élémentaires. Ils sont évidemment à l'abri des bombardements, mais mieux vaut courir le risque d'être atteint par une bombe que de rester dans cette puanteur !...

D'ailleurs, il semble que les bombardements soient moins fréquents et moins violents. Les avions nazis doivent maintenant s'acharner plus loin.

Il est trop tard pour transporter ces pauvres gens ce soir. Mais je veux qu'on les exhume demain à la première heure.

En sortant de là, instinctivement, comme pour chercher une vision apai-

sante, je me dirige vers les deux boulangeries que nous avons ouvertes et je trouve dans l'arrière-boutique mes gens qui attendent la sortie des premiers pains. On ouvre la porte du four pour me permettre de voir l'alignement des miches qui se dorent. Un instant encore et nous goûterons notre pain brûlant, croustillant, du vrai pain de Beauce...

Dans l'autre boulangerie, la fournée est terminée. On m'assure que demain, à l'aube, nous en aurons une autre à chaque four.

Je sors tout heureux, quand le bombardement recommence avec fracas. L'accalmie n'aura pas été de longue durée !

Je décide de réquisitionner une auto, car, si nous avons des blessés, nous ne disposons plus d'aucun véhicule.

Place des Epars, j'ai la chance de mettre la main sur une vieille Berliet transportant deux affectés spéciaux qui se replient. Je m'empresse de me rendre en voiture à l'hôpital, où l'on me confirme que, Dieu merci, on n'a pas signalé de nouveaux blessés.

Les troupes françaises qui se replient sont, entre-temps, arrivées à Chartres. Des camions sont parqués tout le long du boulevard Chasles, entre les deux chaussées. Des artilleurs ont installé leur batterie sous les arbres de la place du Marché-aux-Bestiaux, en face de l'hôtel du Bœuf Couronné, qui n'en finit pas de brûler.

J'interpelle quelques hommes pour essayer d'accéder jusqu'à l'état-major des unités stationnées à Chartres. Mais je ne peux découvrir qu'un jeune sous-lieutenant qui ne s'y retrouve plus dans la nuit noire et n'arrive pas à me donner d'indications précises...

3 heures du matin.

Je vais me coucher, l'ennemi n'arrivera pas cette nuit.

16 juin, 7 heures.

Un violent orage s'est abattu sur la ville cette nuit. La pluie, tombée en abondance, a éteint à peu près complètement l'incendie du quartier de la Poste. Par contre, elle a provoqué un autre sinistre. Une inondation s'est produite à l'intérieur de la chapelle Sainte-Foy où se trouvent de nombreux réfugiés.

Je me rends sur les lieux. Dans la nef de la chapelle, une cinquantaine de lits de camp baignent dans l'eau. Plusieurs vieillards sont encore dans leur couche. Les autres réfugiés sont allés se mettre à l'abri dans la sacristie et les dépendances. Je distribue des vêtements et des couvertures et fais admettre deux des vieillards les plus impotents à l'hospice Saint-Brice.

Avec M. Abdon-Boisson, l'ex-consul qui s'est occupé de l'hôtel du Grand Monarque, j'examine ce nouveau problème qui nous est posé par l'hébergement des réfugiés, et je décide sur-le-champ de faire ouvrir l'institution Guéry. C'est un vaste établissement scolaire, situé face à la Préfecture, que j'ai déjà utilisé comme centre d'enfants de la région parisienne. Il possède une nombreuse literie, que je peux sensiblement augmenter, et des cuisines pourvues de tout le matériel nécessaire. Nous pourrions regrouper ainsi un nombre important de réfugiés aux abords de la Préfecture, ce qui facilitera la surveillance et le ravitaillement...

8 heures.

Il faut que je mette la main sur l'officier chargé de défendre Chartres. Après plusieurs démarches infructueuses dans

la ville, on me signale la présence d'un commandant à Luisant. Je m'y rends à bicyclette, car la Berliet réquisitionnée cette nuit refuse résolument de se remettre en marche.

A Luisant, on me déclare que c'est le commandant de Torquat qu'il faut voir. Il vient d'arriver et a fixé son P.C. à Chartres, boulevard Chasles. Je retourne à Chartres...

Accueil cordial, mêlé de surprise. C'est, depuis la frontière, le premier préfet qu'il rencontre. Nous parlons de la situation générale. Elle est tragique. Quant à la sienne propre, elle se résume ainsi : son matériel est fatigué et son unité aurait grand besoin d'être reformée ; mais ses hommes sont magnifiques et feront leur devoir jusqu'au bout, quoi qu'il advienne.

Je le questionne sur l'avance allemande dans notre secteur. Il attend justement un agent de liaison qui doit lui apporter des renseignements. Bientôt le motocycliste attendu arrive. J'assiste à son rapport. Les premières unités motorisées allemandes sont aux abords de Nogent-le-Roy, c'est-à-dire à 27 kilomètres.

9 h 03.

Retour à la Préfecture. Minet, le journaliste que j'ai chargé du ravitaillement, me signale que les boulangeries ne rendent pas. On n'a pas fait ce matin de seconde fournée. Nous sommes d'accord pour penser que notre boulanger bénévole est sujet à caution. Je demande qu'on le surveille de près.

En attendant, je voudrais faire parvenir un message à Mécheri, le sous-préfet de Châteaudun, qui pourrait peut-être nous aider.

Rousselot, l'autre journaliste, qui a sa voiture, s'offre pour cette mission. Je rédige aussitôt un mot qu'il emportera. Je donne à Mécheri des nouvelles de notre situation et je lui réclame du pain avec insistance.

Avec la fournée de cette nuit, il nous en reste seulement 300 kilos.

Je vais, toujours à bicyclette, jusqu'aux boulangeries où je secoue sérieusement nos mitrons. J'ai de plus en plus l'impression que notre boulanger fait du mauvais travail et qu'au lieu d'encourager les hommes que j'ai mis à sa disposition, il les détourne de leur devoir, leur offre à boire et cherche mille et un prétextes pour retarder la besogne. Beau parleur, avec cela : « Ce qu'on a pu vous bourrer, mes pauvres agneaux ! Les Boches, c'est des types comme les autres », lance-t-il à tout instant. Décidément, cet individu ne me plaît pas du tout. Seulement, voilà, il est le seul de tous ces gens à savoir faire du pain !

Je l'admoneste vertement, en lui rappelant que c'est la vie de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards qui se joue actuellement. Si son attitude ne se modifie pas promptement, je saurai sévir avec toute la brutalité que commandent les circonstances...

Dans l'autre boulangerie, personne ! Notre fermière a disparu ; les hommes que je lui avais adjoints l'ont imitée. Le boulanger n'est certainement pas étranger à ce départ.

Je file au P.C. du boulevard Chasles pour demander si l'on n'aurait pas, parmi les hommes disponibles, un ou deux boulangers de métier à me confier. Le capitaine adjoint au commandant me procure immédiatement, pour la journée, deux hommes idoines, que je fais mettre au travail sans délai.

Vraiment, le spectre de la faim est difficile à écarter !

11 heures.

Je reviens à la Préfecture. Les préposés au ravitaillement sont au bureau de bienfaisance que nous avons décidé d'ouvrir pour faciliter les répartitions. Il doit dès aujourd'hui servir un repas à midi.

De nombreuses personnes se présentent à la porte de la Préfecture pour avoir des vivres, du lait condensé, du pain surtout.

Je fais moi-même les distributions. Profitant ensuite d'un instant de répit, je vais m'enfermer dans mon cabinet pour travailler.

Mais bientôt des clameurs m'arrivent de l'extérieur d'où je distingue assez de choses désobligeantes pour que j'accoure aussitôt.

Devant la Préfecture, deux cents personnes environ sont massées, excitées par trois ou quatre énergomènes qui parlent de « mettre le feu à la boîte » et qui souhaitent de voir « arriver vivement les Boches pour mettre de l'ordre dans cette pourriture ». Mon apparition, en tenue, semble faire faiblir un peu les exaltations. Mais bientôt, la foule, manœuvrée par les meneurs, réclame violemment du pain sur l'air des lampions.

Dès que je peux placer un mot, je m'efforce de leur faire entendre raison : « Je fais appel à votre patriotisme, leur dis-je en substance. Je vous demande d'avoir de la tenue et de la dignité à l'approche de l'envahisseur. Au surplus, je comprends votre détresse, mais vous êtes mal venus d'en rendre responsables les seuls qui soient restés pour la soulager. »

Je sens que cela porte, mais j'ai affaire à quelques professionnels de l'émeute qui sont venus exprès pour créer la bagarre. La cinquième colonne donne à plein.

Ils reviennent à la charge et demandent qu'on leur livre des vivres tout de suite.

Je refuse tout net en disant qu'à midi aurait lieu une distribution au bureau de bienfaisance. Seront servis par priorité les vieillards et les enfants, et, en tout dernier lieu, les gaillards qui ont encore la force de crier si haut.

Cette fois, je crois que j'ai gagné la partie. En effet, après quelques récriminations, la foule se disperse. Mais l'incident est significatif.

Midi.

Voici Minet qui revient chercher le pain et les vivres pour le bureau de bienfaisance. Il faut se hâter car la foule commence à arriver.

Nous ne sommes que tous les deux. En prenant la poussette du courrier et en faisant trois ou quatre voyages, nous aurons rapidement fait l'opération. D'autre part, la poussette étant complètement fermée, nous pourrions passer en ville sans attirer l'attention sur son précieux contenu. Nous remplissons prestement notre carriole et dirigeons notre chargement sur le bureau de bienfaisance qui n'est qu'à trois ou quatre cents mètres.

Place de la Cathédrale, attroupement, éclats de voix. Que se passe-t-il ?

A l'une des fenêtres du rez-de-chaussée de l'école publique, un homme s'est installé qui harangue la foule. Il a une jambe de bois et fait grand état de sa situation de mutilé de guerre. Avec une violence de langage inouïe, il fait appel à l'émeute, prêche le pillage pour « protester, clame-t-il, contre ceux qui vous ont odieusement bourré le crâne. Il est temps, ajoute-t-il, que les Boches arrivent !... » De nouveau, le grand mot est lâché, Hitler a envoyé de nombreux

avocats, mais le plaidoyer est toujours le même !...

Je m'approche et interpelle l'« orateur » pour essayer de le faire taire. Malheureusement, ma tenue — je suis en manches de chemise — n'est pas faite pour en imposer et je ne réussis qu'à déclencher, de sa part et de celle de plusieurs de ses acolytes, une bordée d'injures à mon adresse. Je bats en retraite en adjurant les auditeurs de ne pas suivre les mauvais bergers.

Je reviendrai à la charge.

Minet, pendant ce temps, est arrivé à destination et a déchargé le pain et les victuailles. Il a trouvé de l'aide et repart chercher un nouveau chargement.

Les locaux du bureau de bienfaisance se prêtent admirablement à des distributions de vivres, et M. Besnard a déjà mis en place un service d'ordre pour faire respecter le sens unique et pour éviter autant que possible les incidents.

Avec le bœuf que Vidon a fait abattre et les monceaux de légumes qu'elles ont épluchés le matin, les sœurs de Saint-Paul ont préparé un énorme pot-au-feu. J'ai fait apporter de la Préfecture deux mille boîtes de pâté, autant de portions de crème de gruyère et plusieurs caisses de lait condensé. Les corbeilles de pain sont prêtes. On peut enfin commencer la distribution : c'est la meilleure réponse à la cinquième colonne.

12 h. 45.

Pendant que la distribution se poursuit sans à-coup, je me hâte vers le P.C. du commandant. Ambiance unique de jeunes officiers qui tous ont fait leurs preuves au feu et que les nouvelles, de plus en plus mauvaises, n'arrivent pas à abattre.

Ici, du moins, les élites n'ont pas failli.

J'ai fait part au commandant de mes inquiétudes au sujet des agissements de la cinquième colonne et de mon désir de faire un exemple. « Donnez-moi quelques hommes, lui ai-je dit, pour procéder au moins à l'arrestation de l'agent provocateur de l'école de la cathédrale ».

Huit hommes et un jeune aspirant m'attendent maintenant devant le P.C. pour cette opération. C'est beaucoup plus qu'il n'en faut, mais ce sera une excellente manifestation de force.

Nous nous dirigeons vers la cathédrale. On ne s'entend plus tant son nombreux les avions qui font du rase-mottes au-dessus de nos têtes. Ils piquent à tour de rôle et, à quarante ou cinquante mètres, lâchent leur rafale de balles. Sur la place des Epars, c'est un véritable carrousel. Ils se succèdent à un rythme effroyable. Des femmes, des enfants fuient en hurlant. Tout autour de la place, des soldats font du plat ventre au pied des maisons.

Nous poursuivons notre route en longeant les murs et bientôt nous arrivons aux abords de l'école. Je pénètre seul et procède, malgré ses protestations et celles de plusieurs individus à mine patibulaire qui l'entourent, à l'arrestation de l'homme à la jambe de bois. Il n'est nullement mutilé de guerre et son amputation est due à un accident du travail. Il porte sur lui un carnet bourré d'indications suspectes et d'adresses qu'il sera intéressant de dépouiller.

Alors que je le livre à mes hommes, une femme, occupée à ranger de la vaisselle, essaie de m'attendrir en me suppliant au nom de ses cinq enfants de ne pas lui arracher son mari. Pressée de questions, elle avoue bien vite qu'elle n'a pas d'enfants et qu'elle n'est pas la

femme de notre prisonnier. Celui-ci, ajoute-t-elle, a été envoyé spécialement ici (par qui ? Elle l'ignore ou feint de l'ignorer) pour créer du désordre et ils ont décidé, en arrivant, d'ouvrir un centre d'accueil pour exercer plus d'influence sur les réfugiés. Je décide de l'arrêter à son tour.

Après avoir fait au commandant un rapport écrit, je lui remets ces deux individus pour qu'ils soient livrés à la justice militaire.

L'exemple fut, je crois, fort salubre, car l'après-midi et la soirée se déroulèrent sans qu'un seul incident vint troubler la ville.

Nous nous séparons, le commandant et moi, sur une forte poignée de mains. Nous ne devions plus nous revoir...

15 heures.

J'apprends que les boulangeries ont fait enfin de bonnes fournées et qu'un stock assez important a pu être constitué. Le nombre des réfugiés ayant considérablement diminué, je crois maintenant que nous sommes sauvés !...

15 h. 30.

Un poilu de la deuxième réserve qui se replie sur son dépôt, et à qui je procure une bicyclette (j'ai un véritable stock de vélos à la Préfecture) m'aide à dépanner une des nombreuses autos abandonnées dans les rues de Chartres. C'est un gros cabriolet Renault qui pourra m'être fort utile.

16 heures.

Je reviens en ville. Place des Epars, les avions continuent leurs mitraillades. C'est maintenant le défilé des tanks qui nous vaut cela.

Deux jeunes des chars, qui attendent qu'on les ait dépannés, sont venus bavarder avec moi, au milieu de la place, au pied de la statue : vingt et un et vingt-trois ans. Des Parisiens. Gonflés à bloc. Je pense que Marceau avait cette flamme qui brille dans leurs yeux. Je leur demande leurs impressions : « Que voulez-vous ? On nous fait reculer sans cesse. Depuis quinze jours, nous ne faisons que cela. Et pourtant ! Chaque fois que nous avons contre-attaqué, ça a été dur, mais les Boches ont foutu le camp ».

— Alors ?

— Alors, quand on nous demandera de nous battre une bonne fois, nous tiendrons.

— Et le matériel ?

— Nous en avons peu, certes, mais il est excellent. Ce que nous craignons le plus, ce sont les canons antichars que les Boches nous ont pris.

Ils me quittent pour aller rejoindre leurs camarades. « Vous en faites pas, monsieur le Préfet, me disent-ils, en guise d'adieu, ils ne nous possèdent pas encore ».

17 heures.

Je rentre à la Préfecture. Une des employées des Postes a avec elle sa fille qui est infirmière. C'est providentiel. Je vais l'emmener faire une tournée dans les centres d'accueil pour qu'elle puisse ensuite les visiter régulièrement et apporter ses soins aux malheureux qui s'y trouvent...

Je réunis quelques personnes de bonne volonté et nous faisons de la prospection d'abris dans le quartier de la Cathédrale, des Halles, du Marché aux Fleurs. Nous ramenons à la surface plusieurs familles que nous nous efforçons de rassurer. Je demande aux gens de Chartres de rentrer chez eux et de coucher tranquillement

dans leur lit. Je fais conduire les réfugiés dans les centres.

Place du Marché aux Fleurs, dans une maison qui comporte trois étages de caves superposées, nous remontons, de quinze mètres sous terre, une vieille femme à peu près complètement paralysée. Elle est là depuis cinq jours !

Je la charge sur ma voiture pour la conduire à l'hospice car son état m'inspire des inquiétudes...

19 heures.

Je rentre me coucher pour quelques heures.

Mes hôtes ont décidé de passer la nuit dans la cave. Mais l'infirmière veut bien m'éveiller vers 22 h 30. J'ai, en effet, promis aux jeunes officiers du commandant de Torquat d'aller leur dire bonsoir aux avant-postes, en fin de soirée.

23 h. 30.

Je suis à la Porte Guillaume, derrière les chars, avec un jeune lieutenant du 7^e R.D.P.

La canonnade qui a roulé à mes oreilles toute la journée semble faiblir. Les Allemands auraient-ils diminué leur pression ? Bientôt nous recevons des nouvelles. C'est, hélas ! l'ordre de repli des troupes françaises.

Minuit.

Tout le monde est embarqué. Je rentre chez moi, solitaire.

17 juin, 3 heures du matin.

Un bruit continu de camions avec, par intervalle, le roulement caractéristique des chenilles des chars d'assaut, viennent me tirer de mon sommeil.

Le bruit persistant, je descends dans le jardin d'où l'on domine le boulevard Sainte-Foy. Dans la nuit, les véhicules lourds et les tanks défilent sans arrêt, venant du nord...

Je sors et j'essaie de percevoir dans le brouhaha un cri, un commandement qui m'éclaire. Mais rien.

Alors, pour faire cesser ce doute affreux, je crie à ces soldats dont je ne distingue dans l'obscurité que la silhouette imprécise : « Français ou Allemands ? » « Français ! » me répondent plusieurs voix. « Que faites-vous ? » ajoutai-je. « On fout le camp... »

Je reste là dans le noir, tant que dure le défilé. C'est ensuite le passage pénible, poignant, de l'infanterie. Ils avancent par groupes, par files, exténués, sans un mot.

Puis les groupes s'espacent. Suivent, traînant la jambe, des isolés. Encore un petit groupe qui s'arrête près de moi, pour reprendre son souffle. Ils sont las, physiquement et moralement. « Que voulez-vous, dit l'un d'eux, qui semble traduire la pensée de tous ses camarades, on nous fait crever à reculer, reculer sans cesse. Nous nous sommes battus et nous étions capables de nous battre encore, nous aussi. Mais on nous épuise dans ces marches forcées, sans ordre, sans but et souvent sans chefs... »

« Ah ! si on avait fait une contre-offensive sérieuse, tous les gars auraient fait leur devoir, jusqu'au bout... Mais, maintenant, il est bien tard et je crois bien que tout est foutu... On est crevé ! »

J'essaie de leur remonter le moral, de leur dire qu'ils se referont derrière la Loire et qu'on tiendra... « Puissiez-vous dire vrai », me répondent-ils.

Ce sont les derniers soldats français libres que je devais voir avant de longs mois.

(à suivre)

Noël 1944

La plus belle préparation de Noël, l'un des plus beaux Noëls que j'aie vécus intérieurement, est celui de 1944 à Neubrandenburg, dans le Mecklenbourg.

Nous étions cinq, unies dans une même conscience sur l'essentiel : notre sincérité réciproque et un désir commun de nous épauler avec un même espoir : en sortir. Au milieu de cette marée de haine, nous avions chacune préparé en secret le Noël des autres.

Sur les cinq que nous étions, une était athée, deux autres communistes, et deux catholiques. Franchement, ces étiquettes n'avaient aucun sens de barrière pour nous, et je suis sûre que d'autres groupes, aussi divers que le nôtre, ont vécu la même union...

Toute expression religieuse et politique étant formellement interdites, moi-même et trois camarades, en cachette, dans le fond du bloc, avions voulu vivre en une prière commune la veillée de Noël. Parmi nous, une protestante, Suzon, qui était venue me trouver disant : « J'ai appris que ce soir vous vous réunissez, puis-je venir prier avec vous ? Si nous n'avons pas la même religion, nous avons le même Père »... (Suzon : elle partageait tout avec sa voisine de châlât et avec d'autres. Elle est morte, avec son merveilleux sourire dans les yeux, nous laissant, je suis sûre, un message d'universalité).

Après cette courte veillée, nous nous sommes retrouvées toutes les cinq « inséparables »... autour d'une bûche de Noël confectionnée par Suzanne et Annie avec nos demi-rations de pain et de margarine de quelques jours ainsi que des carottes (bien lavées) trouvées dans le fumier, et un peu de jus noir du matin.

A ce moment, j'ai compris le sens des mots : unité, œcuménisme. Nos deux camarades communistes et celle athée ont sorti quatre petits paquets : deux pour S. et deux identiques pour moi. Nous les avons ouverts. Ils contenaient (sans qu'elles se soient donné le mot) de jolies croix en ébonite, exécutées par des déportées polonaises, au prix de plusieurs rations de pain !

La croix pour nos trois amies ne signifiait rien d'autre que le désir de nous offrir, en se privant, ce qu'elles savaient avoir pour nous une signification d'espérance et d'amour.

Faut-il en être réduit à un tel degré d'indigence pour vivre le sens vrai du partage et de la relation humaine ? Peut-être ! Personnellement je ne le pense pas. Par contre, je suis certaine que l'instinct de possession, sous quelque forme qu'il se présente, est, avec l'absence de remise en cause de soi, l'arme la plus destructrice de cette relation.

Cette dernière n'est certes pas une solution de facilité, de confort psychologique genre bonne conscience — mais au contraire un « élan de cordées » où tous s'arc-boutent pour passer l'obstacle, puis, après seulement, découvrent l'efficacité, la joie de cet effort commun et y puisent une nouvelle stimulation pour faire ensemble d'autres escalades, car : se laisser vivre pour soi seul sans partage de nos espoirs, n'est-ce pas déjà ne plus vivre !...

Annie PHILOUZE (47.372).



Trentième anniversaire de la fondation de l'A.D.I.R.

**Rencontre internationale
samedi 10 mai 1975
à Chartres**

PROGRAMME

- à 8 h. 30 :
Départ de l'A.D.I.R., 241, boulevard Saint-Germain, en autocars, pour Chartres.
- à 10 heures :
Messe solennelle à la cathédrale de Chartres, à la mémoire de nos camarades disparues.
- à 11 h. 30 :
Cérémonie au monument de Jean Moulin avec la participation d'un détachement et d'une musique militaires.
- à 12 heures :
Vin d'honneur offert par la municipalité de Chartres.
- à 12 h. 30 :
Déjeuner dans le grand salon de l'Hôtel de Ville de Chartres. Prix : environ 55 F.
- après le déjeuner :
Visite de la cathédrale, puis nous nous rendrons à la Chapelle de la Paix, à Rechartres, sur la tombe de l'abbé Stock, ancien aumônier de la prison de Fresnes.

Retour à Paris en autocars, soirée libre.
N.B. - Nous recommandons aux camarades qui désireront participer à cette rencontre de s'inscrire le plus rapidement possible et de se préoccuper de leur hébergement à Paris, en tenant compte de la difficulté d'obtenir des chambres dans les hôtels à cette époque de l'année.

Nous pourrions leur indiquer quelques adresses d'hôtels proches de l'A.D.I.R. et nous lançons un appel aux Parisiennes qui ont la possibilité d'héberger des camarades.

CARNET FAMILIAL

MARIAGES

Alain Desbois, neveu de notre camarade Mme Desbois, a épousé Ginette Chauvin, Rennes, le 5 octobre 1974.

Hubert Gillet, fils de notre camarade Mme Gillet-Leroy, a épousé Isabelle Labbé de la Mauvinière, Saulnes, le 9 novembre 1974.

Colette, Marie-France Serre, fille de notre camarade Mme Charlotte Serre, a épousé Jacques Chapuis, Paris, le 21 octobre 1974.

DÉCÈS

Notre camarade Paule Bernard-Dupont est décédée, Paris, le 1^{er} octobre 1974.

Notre camarade Mme Marcelle Bruttin a perdu son mari. Vétroz (Suisse), le 12 août 1974.

Notre camarade Mme Levasseur est décédée. Rouen, le 4 octobre 1971.

Notre camarade Mme Ménard est décédée. Paris, juillet 1974.

**Assemblée générale, dimanche 11 mai 1975
à Paris, 6, rue Albert-de-Lapparent VII^e**

En raison de la solennité que nous souhaitons donner à l'assemblée générale de 1975, qui sera celle du 30^e anniversaire de la fondation de l'A.D.I.R. et de la libération des camps et des prisons, nous avons pensé préférable de changer la date habituelle du 2^e samedi de mars et de la fixer au DIMANCHE 11 MAI 1975.

Pour la même raison, et pour pouvoir vous accueillir en grand nombre, nous avons retenu la SALLE DE REUNION, 6, RUE ALBERT-DE-LAPPARENT, PARIS (VII^e), métro « Ségur ».

PROGRAMME

- à 9 heures :
Assemblée générale, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris (VII^e).
- à 11 h 30 :
Transport en autobus à l'embarcadère des bateaux-mouches (pont de l'Alma).
- à 12 heures :
Déjeuner à bord de *La Patache*, menu au « Fil de l'Eau » (prix : 60 F).
- à 14 h. 15 :
Arrêt au débarcadère de l'Hôtel de Ville.
- à 14 h. 45 :
Cérémonie à la Crypte des Déportés. Elle remplacera celle qui a lieu habituellement à l'Arc de Triomphe, la Crypte nous paraissant mieux convenir pour la célébration du 30^e anniversaire de notre libération.
- Pour l'inscription et l'hébergement, voir l'annonce de la rencontre interrégionale.

Notre camarade Mme Musialek est décédée. Paris, octobre 1974.

Notre camarade Jacqueline Péry a perdu sa fille Marie-Claire, Paris, le 18 octobre 1974.

Notre camarade Mme Pruvost est décédée, Malo-les-Bains, mai 1974.

Notre camarade Mme Pot a perdu son fils Alain. Cannes, le 3 juillet 1974.

Notre camarade Mme Sérès a perdu son beau-père. Chambéry, octobre 1974.

Notre camarade Mme Viennet est décédée. Belfort, 1972.

Notre camarade Mme Zepchi est décédée. Marseille, novembre 1974.

M. Julien Cain, membre de la Société des Amis de l'A.D.I.R., est décédé en octobre 1974.

Mme de Mareuil a perdu son fils, Antoine, mort accidentellement à l'autisme, et nous lui exprimons notre très vive sympathie dans les circonstances si douloureuses qu'elle traverse.

Aucune d'entre nous n'a oublié la grande affabilité de Mme de Mareuil qui, avant notre retour, a travaillé sans relâche pour constituer, malgré le dénuement général, un vestiaire décent pour

ÉLECTIONS

Afin de se conformer aux statuts, l'assemblée générale devra procéder au renouvellement du tiers du conseil d'administration.

Les membres sortants en 1975 sont : Mmes Anthonioz, Charpentier, Mella, L'Herminier, Vernay et Souchère.

Les membres sortants peuvent être réélus, mais toutes nos adhérentes ont la possibilité de poser leur candidature. Selon la décision prise par l'assemblée générale du 10 mars 1973, les candidatures nouvelles devront être déposées au siège de l'A.D.I.R. deux mois avant la date de l'assemblée générale.

COTISATIONS

Nous serons reconnaissantes à toutes nos camarades de bien vouloir s'acquitter avant l'assemblée générale de leur cotisation 1975 (montant minimum 10 F).

C.C.P. A.D.I.R. 5266-06 PARIS.

Attention : cette année le mandat pour le paiement des cotisations est encarté dans ce bulletin. Les camarades qui auraient déjà réglé leur cotisation sont priées de nous excuser de l'envoi du mandat.

POUVOIRS

L'assemblée générale n'ayant lieu que le 11 mai 1975, le pouvoir sera joint, pour éviter tout risque de perte, au numéro de *Voix et Visages* qui suivra celui-ci.

chacune d'entre nous. Après la libération des camps, Mme de Mareuil a poursuivi sa tâche avec un grand dévouement, afin de continuer à vêtir les plus démunies, qui trouvaient toujours auprès d'elle un accueil particulièrement amical et chaleureux.

SECRÉTARIAT SOCIAL

C.O.S.O.R.

**Maison de retraite
de Sainte-Musse**

Par arrêté de la Direction départementale de l'Action sanitaire et sociale, le prix de journée à Sainte-Musse a été porté à 36 F.

A. D. I. R.

**241, Bd Saint-Germain
PARIS-VII**

**Métro : Chambre des députés
Autobus : 63/84/94**

Le Gérant : G. ANTHONIOZ.
Imprimerie LESCARET. PARIS